

LES RETRAITÉ-E-S RÉCLAMENT JUSTICE !

Le 20 juin dernier, les retraités ont adressé plus de 200 000 cartes pétitions au président de la République pour exiger l'annulation de la hausse de la CSG pour tous les retraités, le retour à l'indexation des pensions sur l'évolution des salaires, une mesure immédiate de revalorisation de 3 % compensant la baisse récente de pouvoir d'achat des retraités, le maintien et le développement des services publics de proximité.

FACE AUX RETRAITÉS MACRON A DÛ RECULER DEUX FOIS

Une première fois en relevant à 1 200 € le montant du revenu fiscal du foyer de retraités à partir duquel s'applique la hausse de la CSG de 25 %. Une deuxième fois en relevant ce montant à 2000 €. Ces décisions n'ont rien à voir avec de la compassion ou à une adhésion à la justice sociale. Il fallait apaiser la colère des retraités qui ont massivement manifesté contre la hausse de la CSG en 2018 et 2019 et envahi les ronds-points des gilets jaunes.

La colère était pleinement justifiée et l'est toujours. L'injustice est flagrante car dans le même temps le président accordait aux plus riches de notre pays des cadeaux fiscaux inédits : suppression de l'ISF, réduction de la fiscalité sur les dividendes et le capital, laxisme face à la fraude fiscale, qui s'élève en France à près de 100 milliards par an !

« LE POUVOIR D'ACHAT DES RETRAITÉS EN CHUTE LIBRE DEPUIS 25 ANS »

Ce n'est pas seulement la CGT qui le dit mais le journal économique Les Echos sur la foi d'un rapport du Conseil d'Orientation des Retraites (COR) en 2017. Depuis, avec la hausse de la CSG et la non-indexation des pensions sur les prix, la perte s'est accentuée. Après avoir promis de protéger le pouvoir d'achat des

retraités, Emmanuel Macron s'attache à le réduire mesure après mesure et ce n'est pas fini.

LES FUTURS RETRAITÉS PLUS PÉNALISÉS ENCORE

La réforme des retraites en discussion aujourd'hui va, de l'avis de la plupart des observateurs, conduire à une baisse du montant des pensions des futurs retraités. Le candidat à la dernière présidentielle, François Fillon, déclarait lui-même devant un parterre de patrons, que le seul intérêt de la retraite à points était de permettre au gouvernement de baisser le montant des pensions en abaissant la valeur des points sous un prétexte quelconque...

L'ENRICHISSEMENT DES PLUS RICHES N'EST PAS LA SOLUTION, MAIS LE PROBLÈME

La France n'est pas seulement la championne de la distribution des dividendes. En 2019, elle est le deuxième pays au monde avec le plus de millionnaires et leur nombre devrait progresser de 60 % dans les 5 ans à venir. Avez-vous constaté une amélioration de la situation du pays ? De la croissance ? Des services publics ? Un mieux être ? Plus d'investissements dans l'économie réelle ? Non, le seul résultat dont s'enorgueillit le président c'est la petite baisse du chômage, qui s'explique surtout par des embauches sur des emplois



précaires (70 % de CDD) et un record de radiations à Pôle-emploi.

L'argent qui s'accumule chez les plus riches au prix de l'appauvrissement de tous les autres ne profite qu'à eux et pourtant Emmanuel Macron veut poursuivre la même politique néfaste pour les retraités et suicidaire pour le pays.

LES RETRAITÉS DOIVENT POUVOIR VIVRE COMME ILS LE MÉRITENT

Ce gouvernement prétend vouloir honorer le travail mais il méprise les 40, 42, 45 ans de travail des retraités qui ont construit leur droit à une retraite qui leur permette de vivre normalement. Or, la plupart sont désormais obligés de réduire toutes les dépenses qui font le quotidien de leur vie et les aides qu'ils apportent à leurs enfants et petits enfants.

Les retraités ne placent pas leurs pensions dans les paradis fiscaux, leurs dépenses représentent 48 % de la consommation, 51 % du logement, 50 % de la communication, 50 % des achats d'automobiles et 22 milliards dans le tourisme en 2018.

Porter atteinte au pouvoir d'achat des retraités c'est aussi pénaliser lourdement l'économie et compromettre l'activité des entreprises et la création d'emplois.

CE QUE VEULENT LES RETRAITÉS

- + La suppression de la hausse de la CSG pour tous les retraités.
- + Une mesure immédiate de revalorisation de 3%
- + La réindexation des pensions sur le salaire annuel moyen
- + La fixation du taux de réversion à 75 % sans condition d'âge et de ressources
- + Le rétablissement des services publics de proximité (Poste, trésorerie, centre d'impôt, centre de soins, foyers logements, maisons de retraites...). Le numérique ne doit pas être utilisé pour supprimer des emplois et des services!

Dans un pays aussi riche du travail de ses salariés et de ses retraités que la France, ces revendications ne sont ni excessives, ni utopiques, elles correspondent à l'urgence des besoins exprimés par l'immense majorité de la population et aux moyens dont dispose la France.

Le 24 septembre nous manifesterons avec les salariés et les futurs retraités contre la réforme des retraites.

LE 8 OCTOBRE RETRAITÉ-E-S, RASSEMBLONS-NOUS

RASSEMBLEMENT

Mardi 08 octobre à 10H00

Place de la Libération à DIJON

Les organisations proposent de débattre autrement sur les enjeux des réformes en cours notamment sur :

- La réforme des retraites : tout se dit sur les plateaux de télévision sans que des réponses précises éclairent les assuré-e-s sociaux. Elle conditionnera, certes, les conditions de vie des futur-e-s retraité-e-s mais aussi les retraité-e-s actuels-les.

- La santé et la perte d'autonomie dans le cadre du projet gouvernemental « Ma Santé 2022 » : les retraité-e-s ont besoin d'être bien soigné-e-s. Nous sommes face à une accélération de la dégradation dans tout le secteur de la santé sous les effets d'une gestion comptable aggravé par la politique d'austérité du gouvernement.